

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2016/202756]

25 APRIL 2016. — Decreet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Kroatië aan de Europese Economische Ruimte, de Slotakte en drie daarmee verband houdende overeenkomsten, gedaan te Brussel op 11 april 2014 en op 5 november 2014 (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel. De Overeenkomst betreffende de deelname van de Republiek Kroatië aan de Europese Economische Ruimte, de Slotakte en drie daarmee verband houdende overeenkomsten, gedaan te Brussel op 11 april 2014 en op 5 november 2014, zullen volkomen gevolg hebben.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 25 april 2016.

O. PAASCH,
De Minister-President

I. WEYKMANS,
De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS,
De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS,
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016

Parlementair stuk: 111 (2015-2016) Nr. 1 Ontwerp van decreet

Integraal verslag: 25 april 2016 - Nr. 26 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202963]

26 MAI 2016. — Décret modifiant le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement l'article 8.4 à 8.7, et l'annexe VI de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

Art. 2. L'intitulé du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables est remplacé par ce qui suit :

« Décret relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables ».

Art. 3. L'intitulé du chapitre 1^{er} du même décret est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 1^{er}. Des dispositions générales ».

Art. 4. L'article 1^{er} du même décret est complété par les 5^o et 6^o rédigés comme suit :

« 5^o « entreprise » : toute entité tenue de se faire inscrire dans la Banque-Carrefour des Entreprises;

6^o « audit énergétique » : procédure systématique visant à acquérir une connaissance adéquate des caractéristiques de consommation énergétique d'un bâtiment ou d'un groupe de bâtiments, d'une activité ou d'une installation industrielle ou commerciale ou de services privés ou publics, de déterminer et de quantifier les économies d'énergie qui peuvent être réalisées d'une façon rentable et de rendre compte des résultats. ».

Art. 5. Dans le chapitre 1^{er} du même décret, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Des auditeurs agréés par le Gouvernement selon les critères qu'il définit réalisent les audits énergétiques de manière indépendante.

Le Gouvernement contrôle les audits énergétiques visés à l'alinéa premier et sanctionne les auditeurs qui manquent à leurs obligations par, soit l'envoi d'un avertissement, soit la suspension, soit le retrait d'agrément.

Le Gouvernement établit la procédure de constatation, de poursuite et de sanctions des manquements.

Sans préjudice des possibilités de sanctions, le Gouvernement peut imposer à l'auditeur énergétique agréé de corriger les audits énergétiques dont la mauvaise qualité est constatée. ».

Art. 6. Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit : « Chapitre II. Des subventions »;

2^o dans le chapitre II, il est inséré une section I intitulée « Section I. De la subvention accordée aux ménages à revenu modeste, en vue de réaliser des économies d'énergie ».

Art. 7. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit : « Section II. De la subvention accordée aux personnes physiques, en vue de réaliser des investissements tendant à économiser l'énergie ou à utiliser des énergies renouvelables ».

Art. 8. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit : « Section III. De la subvention accordée aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux en vue de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie ou des énergies renouvelables ».

Art. 9. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Section IV. De la subvention accordée aux entreprises, en vue de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie ou des énergies renouvelables ».

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un chapitre III intitulé « Chapitre III. Des obligations ».

Art. 11. Dans le chapitre III inséré par l'article 10, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

« Art. 11. Les entreprises, que le Gouvernement identifie, réalisent périodiquement un audit énergétique des activités exercées par elles en Région wallonne.

Le Gouvernement utilise les critères suivants pour identifier les entreprises tenues de réaliser un audit énergétique :

- 1° le chiffre d'affaires;
- 2° la valeur du total du bilan annuel;
- 3° le nombre de personnes occupées.

L'audit énergétique est représentatif, proportionnel, rentable et respecte les critères de l'annexe. Le Gouvernement peut préciser et compléter les critères minimaux pour les audits énergétiques.

L'audit énergétique est effectué périodiquement selon les modalités et les conditions définies par le Gouvernement.

Une subvention ne peut pas être accordée pour la réalisation d'un audit imposé en vertu du présent chapitre. ».

Art. 12. Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 10, il est inséré un article 12 rédigé comme suit :

« Art. 12. Aux conditions déterminées par le Gouvernement, est réputée remplir les obligations définies à l'article 11 :

1° l'entreprise qui met en œuvre un système de management de l'énergie ou de l'environnement certifié par un organisme indépendant conformément aux normes européennes ou internationales pertinentes, pour autant que le système de management concerné prévoit un audit énergétique conforme aux critères minimaux de l'annexe;

2° l'entreprise partie à une convention environnementale au sens de l'article D.82, du Code de l'Environnement relative à la réduction des émissions spécifiques de gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'efficacité énergétique qui réalise valablement l'audit énergétique imposé par la convention environnementale, pour autant qu'il soit conforme aux critères minimaux de l'annexe. ».

Art. 13. Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 10, il est inséré un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. L'entreprise transmet un rapport d'audit au Gouvernement, selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Le rapport d'audit démontre que l'audit énergétique réalisé respecte les critères minimaux de l'annexe et communique les résultats de l'audit énergétique. Le Gouvernement précise la forme et le contenu du rapport d'audit.

L'entreprise conserve l'audit énergétique pendant dix ans et le fournit, sur simple demande, aux membres du personnel contractuel et agents désignés en vertu de l'article 15. ».

Art. 14. Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 10, il est inséré un article 14 rédigé comme suit :

« Art. 14. Ne pas communiquer le rapport d'audit ou communiquer un rapport d'audit qui ne répond pas au prescrit de l'article 13, alinéa 2, au Gouvernement est sanctionné d'une amende administrative dont le montant est compris entre 250 et 50.000 euros.

Ne pas communiquer, sur simple demande, l'audit énergétique aux fonctionnaires et agents désignés en vertu de l'article 15 est sanctionné d'une amende administrative dont le montant est compris entre 250 et 50.000 euros.

Le Gouvernement peut définir les modalités d'application et de calcul des amendes administratives.

Un recours auprès du Gouvernement contre la décision visée aux alinéas 2 et 3 est organisé par le Gouvernement. ».

Art. 15. Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 10, il est inséré un article 15 rédigé comme suit :

« Art. 15. Le Gouvernement désigne les membres du personnel contractuel et agents chargés du contrôle du respect de l'obligation d'audit énergétique.

Les membres du personnel contractuel ou agents doivent remplir, au moins, les conditions suivantes pour pouvoir être désignés par le Gouvernement :

- 1° n'avoir subi aucune condamnation pénale;
- 2° disposer d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Les membres du personnel contractuel ou agents préservent la confidentialité des informations commercialement sensibles dont ils ont connaissance au cours de l'exécution de leurs activités de contrôle. ».

Art. 16. Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 10, il est inséré un article 16 rédigé comme suit :

« Art. 16. Les membres du personnel contractuel et agents constatent les manquements par procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Les membres du personnel contractuel et agents qui dressent procès-verbal en informent immédiatement le contrevenant.

La notification du procès-verbal invite le contrevenant à faire valoir ses observations, par écrit, dans un délai de vingt jours à dater de la réception du procès-verbal. ».

Art. 17. Dans le chapitre III du même décret, inséré par l'article 10, il est inséré un article 17 rédigé comme suit :

« Art. 17. Le versement du montant de l'amende administrative se fait entre les mains du receveur de l'enregistrement au compte du Fonds énergie institué par le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, le Gouvernement requiert d'un huissier de justice qu'il procède à la signification de cette décision au débiteur de l'amende.

La signification contient commandement de payer, à peine d'exécution par voie de saisie dans le respect des formes et délais prescrits par le Code judiciaire, de même qu'une justification des sommes exigées. ».

Art. 18. Dans le même décret, il est inséré une annexe rédigée comme suit :

« Annexe

Critères minimaux pour les audits énergétiques

Les audits énergétiques visés au chapitre III :

1° s'appuient sur des données opérationnelles actualisées, mesurées et traçables concernant la consommation d'énergie et, pour l'électricité, les profils de charge;

2° comportent un examen détaillé du profil de consommation énergétique des bâtiments ou groupes de bâtiments, ainsi que des opérations ou installations industrielles, notamment le transport;

3° s'appuient, dans la mesure du possible, sur une analyse du coût du cycle de vie plutôt que sur de simples délais d'amortissement pour tenir compte des économies à long terme, des valeurs résiduelles des investissements à long terme et des taux d'actualisation;

4° sont proportionnés et suffisamment représentatifs pour permettre de dresser une image fiable de la performance énergétique globale et de recenser de manière sûre les possibilités d'amélioration les plus significatives.

Les audits énergétiques donnent lieu à des calculs détaillés et validés concernant les mesures proposées afin que des informations claires soient disponibles en ce qui concerne les économies potentielles.

Les données utilisées lors des audits énergétiques sont conservées à des fins d'analyse historique et de suivi des performances. ».

Art. 19. Toute demande de subvention sollicitée en vertu de l'article 9 du décret concernant un audit énergétique imposé en vertu de l'article 11 du décret, inséré par l'article 11, introduite après l'entrée en vigueur du présent décret est refusée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 mai 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 449 (2015-2016) n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 mai 2016.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 mai 2016.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202963]

26. MAI 2016 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret werden der Artikel 8.4 bis 8.7 und der Anhang VI der Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die Überschrift des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Dekret über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien".

Art. 3 - Die Überschrift von Kapitel I desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"KAPITEL 1 - Allgemeine Bestimmungen".

Art. 4 - Artikel 1 desselben Dekrets wird um die Ziffern 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° "Unternehmen": jeder Körperschaft, die sich in die Zentrale Datenbank der Unternehmen einzutragen hat.

6° "Energieaudit": ein systematisches Verfahren zur Erlangung ausreichender Informationen über das bestehende Energieverbrauchsprofil eines Gebäudes oder einer Gebäudegruppe, eines Betriebsablaufs in der Industrie und/oder einer Industrieanlage oder privater oder öffentlicher Dienstleistungen, zur Ermittlung und Quantifizierung der Möglichkeiten für kostenwirksame Energieeinsparungen und Erfassung der Ergebnisse in einem Bericht."

Art. 5 - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1 - Auditoren, die von der Regierung nach von ihr bestimmten Kriterien zugelassen werden, führen Energieaudits auf unabhängige Weise durch.

Die Regierung kontrolliert die in Absatz 1 genannten Energieaudits und bestraft die Auditoren, die ihren Verpflichtungen nicht nachkommen, entweder durch die Sendung einer Mahnung, oder durch die Aussetzung oder durch den Entzug der Zulassung.

Die Regierung setzt das Verfahren zur Feststellung, Verfolgung und Bestrafung der Verstöße fest.

Unbeschadet der Möglichkeit von Strafmaßnahmen kann die Regierung dem zugelassenen Energieauditor die Korrektur der Energieaudits auferlegen, deren schlechte Qualität festgestellt worden ist."

Art. 6 - In demselben Dekret werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Überschrift von Kapitel II wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Kapitel II - Zuschüsse";

2° In Kapitel II wird ein Abschnitt I eingefügt, dessen Überschrift wie folgt lautet: "Abschnitt 1 - Der Zuschuss für Haushalte mit moderatem Einkommen zwecks Energieeinsparungen".

Art. 7 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III durch folgende Überschrift ersetzt: "Abschnitt II - Der Zuschuss für natürliche Personen zwecks Investitionen, die den Energieeinsparungen oder der Verwendung von erneuerbaren Energien dienen".

Art. 8 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel IV durch folgende Überschrift ersetzt: "Abschnitt III - Der Zuschuss für öffentlich-rechtliche Personen und nichtkommerzielle Einrichtungen zwecks der Förderung der rationalen Energienutzung oder der erneuerbaren Energien".

Art. 9 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel V durch folgende Überschrift ersetzt:

"Abschnitt IV - Der Zuschuss für Unternehmen zwecks der Förderung der rationalen Energienutzung oder der erneuerbaren Energien".

Art. 10 - In demselben Dekret wird ein Kapitel III mit der Überschrift "Kapitel III - Verpflichtungen" eingefügt.

Art. 11 - In Kapitel III, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11 - Die Unternehmen, die von der Regierung identifiziert werden, führen ein regelmäßiges Energieaudit der Aktivitäten durch, die sie in der Wallonischen Region ausüben.

Die Regierung verwendet die folgenden Kriterien, um die Unternehmen zu identifizieren, die ein Energieaudit durchführen müssen:

1° Umsatz;

2° Gesamtwert der Jahresbilanz;

3° Anzahl beschäftigter Personen.

Das Energieaudit ist repräsentativ, verhältnismäßig, kostenwirksam und genügt den im Anhang angeführten Kriterien. Die Regierung kann die Mindestkriterien für die Energieaudits näher bestimmen und ergänzen.

Das Energieaudit wird nach von der Regierung bestimmten Modalitäten und Bedingungen in regelmäßigen Abständen durchgeführt.

Für die Durchführung eines kraft vorliegenden Kapitels auferlegten Audits kann kein Zuschuss gewährt werden."

Art. 12 - In Kapitel III desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12 - Es wird zu den von der Regierung bestimmten Bedingungen angenommen, dass folgende Unternehmen die Verpflichtungen nach Artikel 11 erfüllen:

1° das Unternehmen, das ein Energie- oder Umwelt-Managementsystem einführt, das gemäß den relevanten europäischen oder internationalen Normen von einem unabhängigen Organ zertifiziert wird, insofern das betreffende Managementsystem ein Energieaudit vorsieht, das die in dem Anhang aufgeführten Mindestkriterien erfüllt;

2° das Unternehmen, das Vertragspartei einer Umweltvereinbarung im Sinne von Artikel D.82 des Umweltgesetzbuches ist betreffend die Senkung der spezifischen Treibhausgasemissionen und die Verbesserung der Energieeffizienz, das das durch die Umweltvereinbarung auferlegte Energieaudit auf angemessene Weise durchführt, insofern es die in dem Anhang aufgeführten Mindestkriterien erfüllt."

Art. 13 - In Kapitel III desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13 - Das Unternehmen übermittelt der Regierung einen Auditbericht, nach von der Regierung bestimmten Modalitäten.

In dem Auditbericht wird nachgewiesen, dass das durchgeführte Energieaudit die in dem Anhang aufgeführten Mindestkriterien erfüllt, und werden die Ergebnisse des Energieaudits mitgeteilt. Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Auditberichts.

Das Unternehmen muss das Energieaudit während zehn Jahren aufbewahren und es den kraft Artikel 15 bestellten Bediensteten und Mitgliedern des Vertragspersonals auf einfachen Antrag zur Verfügung stellen."

Art. 14 - In Kapitel III desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" Art. 14 - Die Nichtmitteilung eines Auditberichts an die Regierung oder die Mitteilung an die Regierung eines Auditberichts, der den Vorschriften von Artikel 13 Absatz 2 nicht genügt, wird mit einer administrativen Geldbuße zwischen 250 und 50.000 Euro geahndet.

Die Nichtmitteilung auf einfachen Antrag des Auditberichts an die kraft Artikel 15 bestellten Beamten und Bediensteten wird mit einer administrativen Geldbuße zwischen 250 und 50.000 Euro geahndet.

Die Regierung kann die Einzelheiten für die Anwendung und Berechnung der administrativen Geldbuße festlegen.

Eine Beschwerde bei der Regierung gegen den in Absatz 2 und 3 erwähnten Beschluss wird von der Regierung organisiert. "

Art. 15 - In Kapitel III desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 15 - Die Regierung bestimmt die Mitglieder des Vertragspersonals und die Bediensteten, die mit der Kontrolle der Einhaltung der Verpflichtung des Energieaudits beauftragt werden.

Die Mitglieder des Vertragspersonals bzw. die Bediensteten müssen mindestens folgende Bedingungen erfüllen, um von der Regierung bestimmt werden zu können:

1° niemals strafrechtlich verurteilt worden sein,

2° über ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts verfügen.

Die Mitglieder des Vertragspersonals bzw. die Bediensteten wahren die Vertraulichkeit der wirtschaftlich sensiblen Informationen, von denen sie bei der Ausübung ihrer Kontrolltätigkeiten Kenntnis erlangen."

Art. 16 - In Kapitel III desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 16 - Die Vertragspersonalmitglieder und die Bediensteten stellen die Verstöße durch ein Protokoll fest, das bis zum Beweis des Gegenteils als Nachweis gilt.

Die Mitglieder des Vertragspersonals und die Bediensteten, die ein Protokoll erstellen, informieren unverzüglich den Zuwiderhandelnden darüber.

Bei der Notifizierung des Protokolls wird der Zuwiderhandelnde aufgefordert, seine Bemerkungen binnen zwanzig Tagen ab dem Eingang des Protokolls schriftlich geltend zu machen."

Art. 17 - In Kapitel III desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 10, wird ein Artikel 17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" Art. 17 - Die administrative Geldbuße wird an den Einnehmer des Registrierungsamtes auf das Konto des durch das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts eingerichteten Energiefonds eingezahlt.

Falls die Zahlung der Geldbuße vom Zuwiderhandelnden ausbleibt, beauftragt die Regierung einen Gerichtsvollzieher mit der Zustellung dieses Beschlusses an den Schuldner der Geldbuße.

Die Zustellung enthält eine Zahlungsaufforderung mit der Androhung einer Pfändung unter Einhaltung der durch das Gerichtsgesetzbuch vorgeschriebenen Formen und Fristen sowie eine Begründung des geforderten Betrags. "

Art. 18 - In dasselbe Dekret wird ein Anhang mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anhang

Mindestkriterien für Energieaudits

Die Energieaudits nach Kapitel III:

1° basieren auf aktuellen, gemessenen, belegbaren Betriebsdaten zum Energieverbrauch und den Lastprofilen (für Strom);

2° schließen eine eingehende Prüfung des Energieverbrauchsprofils von Gebäuden oder Gebäudegruppen und Betriebsabläufen oder Anlagen in der Industrie ein, einschließlich der Beförderung;

3° basieren nach Möglichkeit auf einer Lebenszyklus-Kostenanalyse anstatt auf einfachen Amortisationszeiten, um langfristige Einsparungen, Restwerte von langfristigen Investitionen und Abzinsungssätze zu berücksichtigen;

4° sind verhältnismäßig und so repräsentativ, dass sich daraus ein zuverlässiges Bild der Gesamtenergieeffizienz ergibt und sich die wichtigsten Verbesserungsmöglichkeiten zuverlässig ermitteln lassen.

Energieaudits müssen detaillierte und validierte Berechnungen für die vorgeschlagenen Maßnahmen ermöglichen und so klare Informationen über potenzielle Einsparungen liefern.

Die für Energieaudits herangezogenen Daten müssen für historische Analysen und zur Rückverfolgung der Leistung aufbewahrt werden können."

Art. 19 - Jeder nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eingereichte Zuschussantrag kraft Artikel 9 des Dekrets für ein kraft Artikel 11, eingefügt durch Artikel 11 des Dekrets, auferlegtes Energieaudit wird abgelehnt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. Mai 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2015-2016

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 449 (2015-2016) Nrn 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. Mai 2016

Diskussion

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 25. Mai 2016

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202963]

26 MEI 2016. — Decreet tot wijziging van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet worden artikel 8.4 tot 8.7 en bijlage VI bij Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Het opschrift van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën wordt vervangen als volgt :

“Decreet betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën”.

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“HOOFDSTUK I. Algemene bepalingen”.

Art. 4. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de punten 5° en 6°, luidend als volgt :

5° “onderneming” : elke eenheid die bij de Kruispuntbank van ondernemingen moet ingeschreven worden;

6° “energie-audit” : systematische procedure met als doel toereikende informatie te verzamelen omtrent het huidige energieverbruiksprofiel van een gebouw of groep gebouwen, van een industriële of commerciële activiteit of installatie of van private of publieke diensten, mogelijkheden voor kosteneffectieve energiebesparing te signaleren en te kwantificeren en verslag uit te brengen van de resultaten.”

Art. 5. In Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1/1. Auditoren die door de Regering volgens door haar bepaalde criteria erkend worden, voeren op onafhankelijke manier energie-audits uit.

De Regering controleert de in het eerste lid bedoelde energie-audits en bestraft de auditoren die hun verplichtingen niet naleven, ofwel bij de zending van een waarschuwing, ofwel door de schorsing of de intrekking van de erkenning.

De Regering bepaalt de procedure voor de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van de tekortkomingen.

Onverminderd de sanctiemogelijkheden kan de Regering van de erkende energie-auditeur eisen dat hij verbeteringen aanbrengt in de energie-audits waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld.”.

Art. 6. In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : “Hoofdstuk II. Toelagen”;

2° in hoofdstuk II wordt een afdeling I ingevoegd, met als opschrift “Afdeling I. Toelage aan gezinnen met een bescheiden inkomen met het oog op energiebesparingen”.

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk II vervangen als volgt: "Afdeling II. Toelage aan natuurlijke personen voor investeringen i.v.m. energiebesparingen of het gebruik van hernieuwbare energieën".

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk IV vervangen als volgt: "Afdeling III. Toelage aan publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële instellingen voor de bevordering van een rationeel energiegebruik of hernieuwbare energieën".

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk V vervangen als volgt:

"Afdeling IV. Toelage aan bedrijven voor de bevordering van rationeel energiegebruik of hernieuwbare energieën".

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift "Hoofdstuk III. Verplichtingen".

Art. 11. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 11 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 11. De door de Regering geïdentificeerde ondernemingen voeren periodiek een energie-audit van de door haar in het Waalse Gewest uitgeoefende activiteiten uit.

De Regering gebruikt de volgende criteria om de ondernemingen die een energie-audit uitvoeren, te identificeren:

1° het omzetcijfer;

2° de waarde van het totaal van de jaarlijkse balans;

3° het aantal tewerkgestelde personen.

De energie-audit is representatief, evenredig, rendabel en leeft de criteria van de bijlage na. De Regering kan de minimale criteria voor de energie-audits nader bepalen en aanvullen.

De energie-audit wordt periodiek volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten en voorwaarden uitgevoerd.

Er mag geen toelage toegekend worden voor de uitvoering van een audit opgelegd krachtens dit hoofdstuk."

Art. 12. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 12 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 12. De volgende onderneming wordt geacht de in artikel 11 bepaalde verplichtingen onder de door de Regering bepaalde voorwaarden te vervullen:

1° de onderneming die een energie- of een milieubeheersysteem toepast dat door een onafhankelijk orgaan volgens de Europese of internationale normen is gecertificeerd, voor zover het beheersysteem een energie-audit omvat die berust op de minimumcriteria welke voldoen aan de bijlage;

2° de onderneming die partij is bij een milieu-overeenkomst in de zin van artikel D.82 van het Milieuwetboek betreffende de vermindering van de specifieke broeikasgasemissies en de verbetering van de energie-efficiëntie, die de bij de milieu-overeenkomst opgelegde energie-audit uitvoert voor zover bedoelde energie met de minimale criteria van de bijlage overeenstemt."

Art. 13. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 13 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 13. De onderneming stuurt een auditverslag aan de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

Het auditverslag bewijst dat de uitgevoerde energie-audit de minimale criteria van de bijlage naleeft en deelt de resultaten van de energie-audit mede. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het auditverslag.

De onderneming bewaart de energie-audit tijdens zes jaar en maakt bedoelde audit op gewoon verzoek over aan de contractuele personeelsleden en ambtenaren aangewezen krachtens artikel 15."

Art. 14. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 14 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 14. De niet-mededeling van het auditverslag of de mededeling van een auditverslag dat niet voldoet aan de bepalingen van artikel 13, tweede lid, aan de Regering wordt gestraft met een administratieve boete waarvan het bedrag tussen 250 en 50.000 euro ligt.

De niet-mededeling op gewoon verzoek van het auditverslag aan de krachtens artikel 15 aangewezen ambtenaren en personeelsleden wordt gestraft met een administratieve boete waarvan het bedrag tussen 250 en 50.000 euro ligt.

De Regering kan de modaliteiten voor de toepassing en de berekening van de administratieve boetes bepalen. De Regering voorziet in een beroepsprocedure tegen de beslissing bedoeld in leden 2 en 3. ».

Art. 15. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 15 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 15. De Regering wijst de contractuele personeelsleden en ambtenaren aan die belast zijn met de controle op de naleving van de verplichting tot uitvoering van energie-audits.

Om door de Regering aangewezen te kunnen worden, moeten de contractuele personeelsleden of de ambtenaren minstens de volgende voorwaarden vervullen:

1° geen strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen;

2° beschikken over een certificaat van het hoger secundair onderwijs.

De contractuele personeelsleden of de ambtenaren behouden de vertrouwelijkheid van de commercieel gevoelige informatie waarvan ze tijdens de uitoefening van hun controleactiviteit kennis hebben genomen."

Art. 16. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 16 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 16. De contractuele personeelsleden en ambtenaren stellen de tekortkomingen vast bij proces-verbaal dat bewijskracht heeft tot het tegendeel bewezen wordt.

De contractuele personeelsleden en ambtenaren die proces-verbaal opmaken, geven de overtreder onmiddellijk kennis daarvan.

De kennisgeving van het proces-verbaal nodigt de overtreder uit om binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van het proces-verbaal zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen."

Art. 17. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 17 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 17. Het bedrag van de administratieve geldboete wordt in handen van de ontvanger van de registratie gestort op de rekening van het energiefonds, ingesteld bij het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Als de overtreder nalaat de geldboete te betalen, eist de Regering dat een deurwaarder kennis geeft van die beslissing aan de verschuldigde van de geldboete.

De kennisgeving bevat het bevel tot betaling, op straffe van uitvoering door inbeslagneming volgens de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven door het Strafrechtelijk wetboek, alsook een rechtvaardiging van de geëiste sommen."

Art. 18. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bijlage, luidend als volgt :

”Bijlage

Minimale criteria voor de energie-audits

De in hoofdstuk III bedoelde energie-audits :

1° zijn gebaseerd op actuele, gemeten, traceerbare operationele gegevens betreffende het energieverbruik en, voor elektriciteit, belastingsprofielen;

2° omvatten een gedetailleerd overzicht van het energieverbruik-profiel van gebouwen of groepen gebouwen, industriële processen of installaties, met inbegrip van vervoer;

3° bouwen, zo veel mogelijk, voort op een analyse van de levenscycluskosten, in plaats van simpele terugverdienperioden, om rekening te houden met langetermijnbesparingen, residuele waarden van langetermijn-investeringen en discontopercentages;

4° zijn proportioneel en voldoende representatief om de vorming van een betrouwbaar beeld van de totale energieprestaties en de betrouwbare bepaling van de belangrijkste punten ter verbetering mogelijk te maken.

Energie-audits maken gedetailleerde en gevalideerde berekeningen voor de voorgestelde maatregelen mogelijk, zodat duidelijke informatie over potentiële besparingen wordt verstrekt.

De bij energie-audits gebruikte gegevens kunnen worden opgeslagen met het oog op historische analyse en het opvolgen van de prestaties.”

Art. 19. Elke na de inwerkingtreding van dit decreet ingediende aanvraag om toelage aangevraagd krachtens artikel 9 an het decreet betreffende een energie-audit opgelegd krachtens artikel 11, dat bij artikel 11 van dit decreet wordt ingevoegd, wordt geweigerd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 mei 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 449 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 mei 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 mei 2016.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202966]

**26 MAI 2016. — Décret modifiant le décret du 10 juillet 2013
relatif aux centres d’insertion socioprofessionnelle (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l’article 138 de la Constitution, une matière visée à l’article 127 de celle-ci.

Art. 2. A l’article 2 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d’insertion socioprofessionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « à l’article 5 » sont remplacés par les mots « aux articles 5 et 6 »;

2° au 2°, les mots « l’unité d’apprentissage » sont remplacés par les mots « l’ensemble d’unités d’acquis d’apprentissage »;

3° au 2°, le *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) une démarche « Entreprise de formation par le travail » qui consiste en une mise en situation réelle de travail par la production de biens et de services en lien avec un ou plusieurs métiers intégrant éventuellement des cours et des stages en entreprise; »;